










MARCHE DE MAINTENANCE
DES MOYENS DE DEFENSE INCENDIE
DE L'UNIVERSITE DE LILLE, DE L'ENSAPL, DE L'ESJ ET DE
SCIENCES PO LILLE

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES
(C.C.T.P.)

SYNTHÈSE DU CONTRAT

	Accord-cadre mono-attributaire : marché à bons de commandes
	<p><u>Acheteur :</u> Coordonnateur du groupement de commandes UNIVERSITE DE LILLE 42 Rue Paul Duez 59000 LILLE SIRET (siège) : 130 029 754 00012</p> <p>Avec :</p> <p>ENSAPL 2 rue Verte 59650 Villeneuve d'Ascq SIRET : 195 903 372 00017 ESJ 50 rue Gauthier de Chatillon 59000 Lille SIRET : 783 707 011 000 20 Sciences PO 9 rue Auguste Angellier 59000 Lille SIRET : 497 642 439 00028</p>
	Le contrat inclut des considérations environnementales.
	Le contrat n'inclut pas des considérations sociales.
	Deux lots, réparti par type de matériels
	La durée d'exécution est de quatre ans (1 an renouvelable 3 fois un an tacitement)
	A prix unitaire.
	Prix révisable annuellement le 1 ^{er} novembre
	Tranches / Options PSE : Sans

1. OBJET DU MARCHE	4
2. DUREE DU MARCHE.....	5
3. VISITES DE SITES.....	5
4 DEFINITION DES PRESTATIONS	5
A - Réglementation	5
B - Maintenance préventive et curative des équipements	6
B1 - Lot 1 / Maintenance préventive et curative des extincteurs.....	6
B2 - Lot 1 / Maintenance préventive et curative des douches de sécurité.....	7
B3 - Lot 1 / Plans et consignes d'évacuation, signalisation	7
B4 - Lot 2 / Maintenance préventive et curative des robinets d'incendie armés.....	8
B5 - Lot 2 / Maintenance préventive et curative des colonnes sèches.....	8
B6 - Lot 2 / Maintenance préventive et curative des poteaux incendie / bouches incendie	8
B7 - Lot 2 / Maintenance préventive et curative de la citerne et des poteaux d'aspiration	8
B8 - Renouvellement de matériel/Fourniture des pièces de rechange Marquage CE	9
B9 - Rapports de vérification.....	9
5. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	10
A - Périodes et horaires	10
B - Centre d'appel.....	10
C - Conditions d'accès et compte-rendu d'intervention.....	10
D - Plan de Prévention / Permis de Feu / Amiante	11
E - Prise d'effet des prestations	11
F - Pénalités	11
G - Revue de contrat.....	12
6. EVOLUTION DU PARC	12
7. CLAUSE DE NON EXCLUSIVITE.....	13

GROUPEMENT DE COMMANDES

La consultation est lancée par le groupement de commandes constitué de :

- Université de Lille
- Ecole Supérieure de Journalisme
- Sciences Po
- Ecole Nationale Supérieure d'Architecture et de Paysages de Lille

Chaque membre du groupement passera ses propres commandes et se verra facturer les prestations réalisées sur son campus.

1. OBJET DU MARCHÉ

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet principal la maintenance des extincteurs, des robinets d'incendie armés, des colonnes sèches, des poteaux incendie et des bouches incendie et des douches de sécurité pour l'ensemble des sites occupés par l'Université de Lille et les membres du groupement de commande dans la limite du département du Nord et du Pas de Calais.

Il comporte également une prestation de fourniture/pose d'extincteurs, une prestation de remplacement de RIA, de poteau incendie ou bouche incendie et une prestation de fourniture/pose de plans d'évacuation/intervention en cas de besoin.

Concernant la citerne enterrée située côté Lilliad d'une capacité de 120 m³ et de la citerne enterrée située côté Résidence Gallois d'une capacité de 160 m³ sur le Campus de la Cité Scientifique, un essai de mise en charge des poteaux d'aspiration sera réalisé annuellement suivi d'un appoint d'eau.

La liste des équipements est fournie en annexe 1 au CCTP. Le marché comporte 2 lots techniques :

- Lot 1 : Maintenance des extincteurs, des douches de sécurité et panneaux
- Lot 2 : Maintenance des RIA, colonnes sèches, poteaux/bouches incendie et citerne

Le Maître d'Ouvrage est désigné sous le terme Responsable local.

L'entreprise est désignée dans l'ensemble des documents par le terme Titulaire.

Il est rappelé que les actions du Titulaire se déroulent principalement dans des bâtiments recevant du public (ERP) et qu'il doit en conséquence agir conformément à la réglementation concernant ces catégories de bâtiments. Le Titulaire doit se conformer et faire respecter par les différents intervenants les dispositions inscrites dans le plan de prévention.

Annexe 1 : Liste des sites occupés et au périmètre à avril 2025 incluant les 3 adresses de l'établissement Science Po. Les sites sont en majorité sur la métropole lilloise. Les sites distants sont sur la Côte d'Opale, Arras, Douai et Valenciennes.

2. DUREE DU MARCHÉ

Chaque lot constitue un marché.

Chaque contrat débute du 25 octobre 2025 ou à compter de la date de notification si elle est postérieure pour une durée initiale jusqu'au 24 octobre 2026 inclus.

Il pourra ensuite être renouvelé par tacite reconduction pour 3 périodes d'un an soit une date maximale d'échéance fixée au 24 octobre 2029, le titulaire ne pouvant s'opposer à ces renouvellements.

Les conditions de tacite reconduction sont définies au CCAP.

3. VISITES DE SITES

La visite des sites est obligatoire avant la remise de l'offre initiale pour chiffrer les opérations de maintenance notamment le Campus Cité Scientifique, le site Hospitalo-Universitaire ainsi que le Campus Pont de Bois.

Une visite peut être demandée à l'appréciation du candidat pour les autres sites.

Pour faciliter l'organisation de celles-ci, les personnes contacts, lieu et horaires de rdv sont fournis en Annexe 1.

Lors de chaque visite, y compris lors de la visite initiale avant remise de son offre, l'entreprise signale, par écrit, toutes omissions ou discordances contradictoires aux règles de l'art et dans le présent DCE (dossier de consultation des entreprises dont le présent CCTP). Le candidat a rempli à cet effet, le cadre de réponse de mémoire technique, lors de la remise de son offre et aura alerté le pouvoir adjudicateur en posant une question par écrit ou sur la plateforme des achats de l'état.

Lors de la visite, elle procède à la reconnaissance des existants et se rend compte de l'état général des matériels.

Les offres des entreprises seront donc contractuellement réputées tenir compte de toutes les constatations faites lors de cette reconnaissance, et comprendre explicitement ou implicitement tous les travaux accessoires et autres nécessaires. Elles pourront effectuer tous les essais sur existants qu'elles jugeront utiles moyennant les précautions d'usage, et sans être destructifs.

4. DEFINITION DES PRESTATIONS

A - Réglementation

La maintenance préventive des équipements sera effectuée selon les règles définies par :

- la norme NF S61-919 et le guide du CNMIS concernant le contrôle de bon fonctionnement et de maintenance préventive des extincteurs
- la norme NF S62-201 et le référentiel APSAD R5 concernant le contrôle de bon fonctionnement et de maintenance préventive des RIA

- les normes NF S61-750 et NF S61-759 concernant le contrôle de bon fonctionnement et de maintenance préventive des colonnes sèches
- les normes NF S62-200, NF S61-211, NF S61-213/CN et NF X08-008 concernant les poteaux et bornes incendie
- les normes NF X08-070, NF EN 933-9 et NF ISO 3864 concernant la réalisation des plans d'évacuation et des plans d'intervention
- les normes NF 15154-1 et 15154-3 concernant le contrôle de bon fonctionnement des douches de sécurité.

B – Maintenance préventive et curative des équipements

B1 – Lot 1 / Maintenance préventive et curative des extincteurs

La maintenance annuelle (MA) sera effectuée selon l'annexe B de la norme NF S61-919 et les procédures de maintenance des fabricants.

La maintenance additionnelle approfondie (M2A) avec renouvellement de la charge à 5 ans et 15 ans sera effectuée selon l'annexe C de la norme NF S61-919 et les procédures de maintenance des fabricants. Elle fera l'objet d'une facturation sous forme de forfait prévu au BPU, qui comprendra la maintenance, le remplacement de la charge ou poudre ainsi que le remplacement de l'additif et la main d'œuvre.

La révision décennale en atelier (RD) sera effectuée selon l'annexe D de la norme NF S61-919 et les procédures de maintenance des fabricants. Elle fera l'objet d'une facturation sous forme de forfait prévu au BPU, qui comprendra la maintenance, du remplacement de la charge, de la dénaturation de la poudre et du remplacement de la cartouche gaz et la main d'œuvre.

Avant de commencer la visite de maintenance préventive annuelle, le Titulaire demandera au Responsable local s'il souhaite constater d'abord les anomalies, sans forcément remettre en état tout de suite.

Le Titulaire fournira alors immédiatement un chiffrage du coût des réparations, suivant les conditions de l'annexe 1 à l'acte d'engagement. Après accord du Responsable local, les opérations de réparation s'effectueront dans le cadre de la visite de vérification annuelle.

Dans le cas où le responsable local souhaite différer les réparations ou les remises en état : la prise en charge financière s'effectuera sur la base des prix indiqués à l'annexe 1 à l'acte d'engagement et d'un déplacement (pour maintenance curative).

Dans le cas où la réparation immédiate est rendue impossible par le type de pièce à changer (pièce non tenue en stock régulièrement mentionnée à l'annexe 1 à l'acte d'engagement), un appareil de prêt en bon état de fonctionnement, au moins identique à celui nécessitant réparation, sera déposé par le Titulaire le temps de l'immobilisation de l'appareil défectueux. Le déplacement rendu nécessaire pour cette intervention est inclus au titre de la visite de maintenance préventive.

Le Titulaire utilisera ses propres outillages, moyens et engins et assurera l'enlèvement des déchets éventuels.

Pour les opérations de recharge d'extincteur, l'intervention devra s'effectuer dans les délais indiqués au paragraphe 3.1

B2 – Lot 1 / Maintenance préventive et curative des douches de sécurité

Au cours de la maintenance annuelle des douches, il sera procédé aux opérations suivantes :

- contrôler le dispositif de sécurité et les scellés
- examen extérieur de l'appareil
- contrôle lance flexible et pulvérisateur (voir recommandations constructeur)
- vérifier les instructions de fonctionnement et la sérigraphie
- ouverture de l'appareil (voir recommandations constructeur)
- vidange totale de l'appareil
- vérifier le bon fonctionnement et l'aptitude à l'emploi de tous les éléments (voir recommandations constructeur)
- examiner la cartouche de gaz
- vérifier / remplacer l'ensemble des joints de l'appareil (voir recommandations constructeur)
- examen de l'intérieur de l'appareil
- remplissage de l'appareil / utilisation d'un bactériostatique (voir recommandations constructeur)
- remontage (voir recommandations constructeur)
- consignation étiquette de maintenance

B3 – Lot 1 / Plans et consignes d'évacuation, signalisation

La réalisation des plans d'évacuation et d'intervention répondra à des critères très stricts, édictés par les normes NF X08-070, NE EN933-9 et NF ISO3854. Les plans seront remis au Responsable Local sous format pdf et si possible sous dwg.

Les consignes d'évacuations seront adaptées à chaque campus/site et la maquette de chaque plan réalisé sera soumise à l'approbation de la Direction de la Prévention des Risques avant tirage définitif du plan.

Les plans seront transmis sous format pdf et si possible sous dwg.

Pour répondre à la législation qui impose des règles strictes pour la signalisation de sécurité. Selon le Code du travail et les normes de sécurité incendie en vigueur, tous les établissements recevant du public (ERP) et certaines entreprises doivent installer des panneaux signalant un **point de rassemblement**. Les critères essentiels incluent :

- **Conformité aux normes ISO 7010** : Ce standard garantit une uniformité des pictogrammes utilisés dans le monde entier, facilitant ainsi leur compréhension.
- **Visibilité et durabilité** : Le panneau doit être lisible à distance, même en cas de faible luminosité. Les matériaux résistants aux intempéries, comme l'aluminium ou le PVC, sont souvent recommandés pour les installations en extérieur.
- **Emplacement stratégique** : Le **panneau de rassemblement** doit être placé dans un lieu sécurisé, éloigné des zones de danger, tout en restant facilement accessible.

Le Titulaire proposera la fourniture de ce type de panneaux. La prestation se fera sur devis.

B4 - Lot 2 / Maintenance préventive et curative des robinets d'incendie armés

Les opérations de maintenance préventive annuelle consistent aux opérations suivantes :

- vérifier le fonctionnement du disconnecteur et s'assurer que la périodicité de sa maintenance est en conformité avec la réglementation
- vérifier l'état du RIA selon la norme NF EN 671-3
- vérifier les points réglementaires avec le tuyau complètement déroulé et mis sous pression avec mesure du débit au point le plus défavorisé.

B5 - Lot 2 / Maintenance préventive et curative des colonnes sèches

L'état général de l'installation (présence des bouchons de fermeture, fonctionnement de la robinetterie, libre accès aux raccords d'alimentation et aux prises incendie et signalisation) sera examiné selon la norme NF S61-750.

Les essais hydrostatique et hydraulique en régime dynamique seront effectués selon la norme NF S61-759 avec mesure du débit à la prise la plus défavorisée.

B6 - Lot 2 / Maintenance préventive et curative des poteaux incendie / bouches incendie

Au cours de la maintenance annuelle, il sera procédé :

- à des essais d'écoulement
- à la vérification de l'hydrant
- à la manœuvre de la vanne de barrage (si elle existe)
- à des mesures de débits et pression sur chaque hydrant (pression statique, débit à gueule bée et débit au sous 1 bar)
- à un contrôle de la purge automatique du poteau
- au flocage de l'hydrant

B7 - Lot 2 / Maintenance préventive et curative de la citerne et des poteaux d'aspiration

Au cours de la maintenance annuelle de la citerne, il sera procédé aux opérations suivantes :

- ouvrir le tampon
- jauger avec le dispositif PENA (puisard en charge)
- mettre en charge
- vérifier la bonne vidange
- vérifier la signalétique
- vérifier le volume d'eau de la citerne
- faire éventuellement l'appoint (petite quantité manquante)
- vérifier si possible la colonne d'aspiration
- mise en aspiration à 60 m³/h

Concernant les poteaux d'aspiration, il sera procédé aux opérations suivantes :

- ouvrir chaque poteau d'aspiration
- vérifier l'état de chaque appareil et sa vacuite
- vérifier le volume de la citerne
- faire éventuellement l'appoint (petite quantité)
- vérifier la signalétique
- refermer chaque poteau d'aspiration

B8 - Renouvellement de matériel/Fourniture des pièces de rechange Marquage CE

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le Titulaire assurera la fourniture des pièces détachées adaptées à l'installation dans les meilleurs délais.

Les caractéristiques techniques des matières de consommables indispensables à un fonctionnement correct et les pièces détachées mises en œuvre seront conformes aux spécifications du constructeur.

Lorsqu'une pièce défectueuse ne peut être réparée ou changée à l'identique, le titulaire devra faire son affaire :

- soit d'une nouvelle fabrication,
- soit de la mise en place, d'une pièce de technologie équivalente ou supérieure.

Dans tous les cas, il devra justifier que cette pièce ne remet pas en cause le maintien du niveau de sécurité des installations marquées CE.

Dans le cas du renouvellement d'un extincteur à eau, le nouvel extincteur sera livré plein et disposera d'un additif sous forme séparée de type cartouche starmousse zéon et le Titulaire fournira la fiche technique obligatoirement lors de la livraison. Les appareils à eau en pression permanente et pré-mélange seront refusés.

Dans le cas du remplacement d'un RIA, le nouveau poste disposera des 2 marquages CE et NF.

B9 - Rapports de vérification

Après chaque intervention, le Titulaire remet un bulletin d'intervention au Responsable local et signe le registre sécurité du bâtiment. Le rapport de vérification, transmis en format numérique au Responsable 10 jours ouvrés au plus tard après la visite, comprendra les éléments suivants :

- le listing mis à jour des équipements précisant l'année de mise en service ;
- la nature de l'opération de maintenance effectuée (Maintenance de base, Maintenance Additionnelle Approfondie, Recharge, Ré-épreuve, Echange standard ou de la mise en place d'un matériel neuf) ;
- le résultat de l'opération de maintenance (les anomalies ou dysfonctionnements détectés lors de la visite et la nature de la maintenance curative qui aura été éventuellement déclenchée) ;
- la conclusion sur la conformité de l'équipement

Lors du remplacement de tout matériel, le prestataire doit consigner sur le listing des extincteurs fourni par le client, la liste des pièces qui ont été changées.

Le rapport de vérification sera, le cas échéant, automatiquement accompagné d'un devis pour la mise en conformité des équipements.

5. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations de maintenance seront exécutées par le Titulaire pendant les périodes et horaires fixés par le Responsable local.

A - Périodes et horaires

De manière générale, les horaires de fonctionnement des différents bâtiments sont les suivants :

- 7h30 - 20h00 du lundi au vendredi ;
- 7h30 - 13h00 le samedi.

Ceux-ci seront à confirmer avec le Responsable local.

Délai d'intervention

Le Titulaire mettra à disposition une équipe qualifiée sous 4 heures pour les **dépannages urgents** (cas des fuites) suite à appel téléphonique du Responsable local au centre d'appel.

Les délais de réparation en dépannage d'urgence sont :

- réparation sans fourniture de pièces : délai d'intervention + 1H
- avec fourniture de pièces maintenues en stock en véhicule : délai d'intervention + 2H heures

Au cas où la remise en service dans ce délai ne serait pas réalisable le Titulaire devra fournir le diagnostic au Responsable local et lui indiquer la date prévisionnelle de remise en service par courriel.

Cette condition ne dispense pas le Titulaire de prendre toutes les mesures conservatoires afin de minimiser les risques dans le fonctionnement des services.

Pour tous les autres motifs d'appels, les interventions devront être effectuées dans un délai maximal de 4 jours ouvrés.

B - Centre d'appel

Le centre d'appel du Titulaire a pour vocation de gérer toutes les demandes d'intervention. Il doit être opérationnel du lundi au vendredi de 8H à 17H et le samedi de 8H à 12H (Les appels ne pourront pas être reçus par répondeur).

C - Conditions d'accès et compte-rendu d'intervention

Toutes les demandes d'intervention sont émises par téléphone par le Responsable local ou le PC Sécurité.

Le Titulaire doit signaler son arrivée sur site puis son départ au Responsable local et au PC Sécurité après avoir rendu-compte des conclusions de l'intervention.

Les moyens d'accès aux locaux seront perçus et rendus au Responsable local ou au PC Sécurité après intervention.

D - Plan de Prévention / Permis de Feu / Amiante

Un plan de prévention annuel sera établi le cas échéant avec le Responsable local dans le mois qui suit le démarrage du marché. Toutes les prescriptions qui découleront de l'application des règles retenues sont réputées comprises dans le prix forfaitaire.

Le Titulaire s'engage à demander au Responsable local un *permis de feu* pour tout travail par point chaud (opération de soudage, de découpage, de meulage...).

Si après un incendie ou une explosion causée par des opérations de travail par point chaud, il est établi que le Titulaire n'a pas fait signer de permis de feu, le Responsable se réserve la possibilité d'engager tout recours contre le Titulaire.

Le Diagnostic Technique Amiante (DTA) est accessible auprès de chaque Responsable local.

E - Prise d'effet des prestations

Les prestations pourront démarrer à des dates différentes selon les sites afin de respecter la périodicité annuelle. Le calendrier de démarrage des prestations sera fourni au Titulaire en début de marché.

F - Pénalités

Si pour une cause quelconque imputable au titulaire ou à son personnel les prestations ou obligations prévues au marché n'étaient pas satisfaites, il sera fait application des pénalités définies au CCAP et reprises pour mémoire dans le tableau ci-après.

EVENEMENT	MONTANT
Retard de 5 jours ouvrés dans l'exécution des visites de maintenance préventive	200 € par jour
Retard de 10 jours ouvrés dans la résolution des pannes ou des non conformités	500 € par jour
Retard de 10 jours ouvrés dans la remise des rapports d'intervention ou de maintenance	200 € par jour
Maintenance non conforme aux normes et réglementation	1000 € par jour après avoir prévenu le titulaire par écrit
Utilisation de pièces de rechange non conformes ou de qualité inférieure	200 € par constat
Exécution des prestations par du personnel non qualifié ou non formé	500 € par constat
Omission de vérifications obligatoires	900 € par constat
Non-restitution des rapports de visite (listing extincteurs) sous 15 jours ouvrés	200 € par jour
Non-réponse aux demandes de devis sous 10 jours ouvrés	200 € par jour
Non-restitution des clés/badges en fin d'intervention	500 € par jour avant restitution

G – Revue de contrat

Lors de la revue annuelle avec les services de l'Université, le titulaire fournira à minima et enverra par mail, deux semaines avant à la Responsable du marché, les éléments suivants :

- L'ensemble des rapports de visite et des certificats de conformité
- Le bilan des équipements neufs déployés
- Une actualisation du parc par sites le cas échéant
- Les besoins de renouvellement pour l'année suivante
- Un inventaire tenu à jour avec les années de mise en service des extincteurs
- Les dates de visites de maintenance préventives réalisées
- La sous-traitance si d'application
- La facturation et les commandes
- La santé et la sécurité et mise en place et le respect des plans de prévention, etc.
- L'élimination correcte des déchets
- Les axes d'amélioration du contrat

Celle-ci aura lieu prévisionnellement chaque année en avril à compter d'avril 2026.

Le Titulaire est force de proposition sur la conception de ce livrable, aussi bien en termes de présentation des données, qu'en terme de choix des données, pour autant que les informations minimales détaillées ci-avant soient reprises.

L'objectif est de s'assurer de la bonne organisation et du suivi de la réalisation des différentes prestations, de leur qualité et permettre le pilotage des dépenses pour l'Université et ses partenaires.

6. EVOLUTION DU PARC

En cas de travaux d'extension, ouverture de nouveau site, fin de travaux en cours et réouverture de zones, le Titulaire est susceptible de se voir confier la prise en charge du site. De la même façon, en cas de fermeture, les équipements pour le bâtiment ou portion de bâtiment concerné, seront de fait retirés du périmètre de maintenance.

Pour exemple, l'Université a quitté en 2024 un site historique *Le Recueil*.

Le patrimoine de l'université est très évolutif et subit de fréquentes campagnes de travaux pouvant impacter les quantitatifs à prendre en charge. Pour exemple, au moment de la consultation, une dizaine de bâtiments (dont C1, P1, SN1, C5 et C8 de la Cité Scientifique et la Bibliothèque Universitaire Agora du Campus Pont de Bois) sont en travaux. Si des équipements étaient ajoutés ou retirés, la maintenance en moins ou en plus, ou temporairement suspendue, sera ajustée et les commandes passées au réel (Qté x PU).

À compter du 1er janvier 2028, Sciences Po Lille rejoindra le marché de moyens de défense incendie de l'Université de Lille.

Les dispositions du présent CCTP s'appliqueront en conséquence à l'établissement Sciences Po Lille à partir de cette date.

7. CLAUSE DE NON EXCLUSIVITE

Le présent accord-cadre est conclu à titre non exclusif.

Les acheteurs utilisateurs se réservent la possibilité, de recourir à d'autres prestataires si certaines opérations nécessitent une technicité ou des éléments particuliers qui n'auraient pas été suffisamment pris en compte dans les caractéristiques du présent accord-cadre.